

SYNTHÈSE

PLAN ÉCONOMIQUE RELATIONNEL

EUROPE
CONFÉDÉRALE
DES NATIONS FORTES
UNE UNION FORTE

DAVID JOHN LEE
PAUL MILLS
MICHAEL SCHLUTER



SYNTHÈSE

L'UNION EUROPÉENNE TELLE QU'ELLE EST

L'Europe se trouve à un tournant.

La longue route vers l'unification politique a été soutenue par un grand nombre d'Européens, généralement les plus fortunés, qui ont le plus gagné grâce au mondialisme et au marché unique. Mais le ralentissement économique prolongé qui a suivi 2008, aggravé par les dettes à peine soutenables pour de nombreux pays, a révélé une lame de fond de mécontentement. Aujourd'hui, les électeurs de nombreuses grandes nations de l'UE se divisent en deux camps, et pas toujours en partis. Il n'est plus illusoire de penser que la décision du Royaume-Uni de quitter l'UE pourrait être suivie de votes de sortie de l'UE en Italie, en France, aux Pays-Bas et en Grèce. Outre une période prolongée de faiblesse budgétaire et d'instabilité politique, l'Europe est confrontée à une crise existentielle.

Les systèmes financiers et politiques génèrent - et définissent les termes - des relations entre des classes entières de personnes à travers l'Europe.

On pourrait faire valoir que les problèmes économiques récents ne sont que de la malchance et que la meilleure solution consiste à intensifier le processus d'unification, y compris la centralisation politique et budgétaire sans laquelle il est difficile de maintenir une monnaie unique couvrant même une partie de l'UE. Mais cette suggestion est trop simple. Le refrain de

"toujours plus d'Union", introduit pour la première fois par ceux qui ont rédigé le traité de Rome, imagine une convergence volontaire entre les peuples, et non une simple fusion des structures politiques et financières dans lesquelles ils vivent. Ce sont deux choses différentes. La première peut légitimer la seconde ; la seconde

n'atteindra pas la première.

En fait, certains des mécanismes par lesquels l'UE a tenté d'unifier ses peuples ont eux-mêmes été contre-productifs. À l'intérieur des taux de change internes fixes de l'euro, la faillite de l'économie grecque a transformé la Grèce en un État économique vassal – avec des effets prévisibles sur le ressenti grec à l'égard des pays créanciers. Plus largement, le recours au financement par emprunt crée, au sein de l'UE, au niveau individuel, au niveau des entreprises et au niveau national, un réseau très dense de personnes luttant pour rembourser leurs prêts et de personnes qui pourraient être ruinées par défaut. La relation - ou plus exactement le manque de relation - entre les entreprises et leurs investisseurs a contribué à façonner un paysage financier dans lequel les capitaux gravitent autour des points de croissance les plus forts et entraînent le travail dans leur sillage, avec des retombées parfois graves pour les populations d'origine et d'accueil.

Le fait est que les systèmes financiers et politiques génèrent - et fixent les termes - des relations entre des classes entières de personnes à travers l'Europe. Certains de ces systèmes, comme l'euro, ont été conçus. D'autres (y compris le financement de la dette, le fonctionnement des marchés de capitaux et un cycle démocratique à court terme) existaient déjà dans l'économie politique occidentale et ont été utilisés ou adaptés. Mais paradoxalement, compte tenu des objectifs déclarés du projet européen, la structure relationnelle et l'impact de ces systèmes - qui incluent la relation entre les citoyens présents et à venir de l'Europe - n'ont jamais fait l'objet d'un examen sérieux.

L'UNION EUROPÉENNE TELLE QU'ELLE POURRAIT ÊTRE

Mais que se passerait-il si l'UE prenait le traité de Rome au mot et comprenait "toujours plus d'Union" - c'est-à-dire une convergence volontaire fondée sur un sentiment populaire d'identité européenne - comme objectif primaire et pragmatique à long terme? Dans le monde

réel, quels types de politiques cela inspirerait-il ?

Les politiques en Europe, au niveau national et européen, reflètent un large éventail d'objectifs et de considérations, y compris la croissance économique, la sécurité, la limitation des impacts environnementaux et, enfin, l'effet probable sur les votes. Cet article suggère d'introduire une autre considération, qui fournira un ancrage aux autres : à savoir l'impact de la politique sur les relations entre les peuples, entre les institutions, entre les groupes concernés et entre les individus. Un critère principal pour les politiques ne serait donc pas seulement leurs effets économiques, sociaux ou

Une culture qui s'appuie autant sur les droits et les libertés des individus devra également tenir compte des relations qu'elle codifie dans les grandes institutions.

environnementaux, mais si on peut en attendre qu'elles produisent une interaction et une compréhension mutuelles accrues, une équité suffisante pour toutes les parties et une convergence des objectifs et des valeurs?

Europe Confédérale ne propose ni un retrait du projet européen ni une fuite en avant ou une ruée prématurée vers une intégration politique complète. En s'attaquant à la faiblesse sous-jacente des relations, nous offrons un moyen plus constructif et

moins controversé de traiter l'interdépendance à laquelle aucun Européen ne peut échapper. C'est dans une structure confédérale qu'on trouve une opportunité pour l'UE et ses nations constitutives d'être solidaires, de résoudre les problèmes de souveraineté et de recadrer le mandat, la composition et les procédures des principales institutions centrales de l'UE : le Conseil Européen, le Parlement européen, la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Ce document se concentre également sur les préoccupations économiques. L'Europe a besoin d'un moyen de stimuler sa croissance et de réduire, et non augmenter, le fardeau

d'une dette sans précédent qui pourrait infliger des dommages plus dévastateurs à court et moyen termes que les menaces reconnues telles la variation du niveau des mers.

Ce document propose vingt propositions politiques sous sept titres principaux. Mais au-delà de cela, Il est plus qu'une direction politique. Il reconnaît également que les grands moteurs de la pensée et de l'action découlant des racines chrétiennes et des Lumières de l'Europe ne sont pas complets en eux-mêmes.

Enfin, une culture qui s'appuie autant sur les droits et les libertés des individus devra également tenir compte des relations qu'elle codifie dans les grandes institutions et accorder une valeur explicite à la qualité des relations dans la manière dont elle mène la vie civique et éduque les prochaines générations. La liberté et l'égalité sont des idéaux incomparables - mais ils ne sont que deux sur trois. Ni l'un ni l'autre ne peuvent être mis en œuvre indépendamment de la troisième, qui depuis le milieu du XXe siècle a reçu beaucoup moins d'attention, à savoir la fraternité.

SYNTHESE D'UNE POLITIQUE

Structures politiques

1. **Modifier le traité de Lisbonne pour redéfinir "l'Union" en tant que structure confédérale forte plutôt que fédération**
(NIVEAU UE)
2. **Modifier le traité de Lisbonne pour renforcer les chances de vie des générations futures en les incluant formellement en tant que parties prenantes dans l'UE et en élargissant les objectifs de la politique éducative dans les États membres.**
(NIVEAU UE)

Finance internationale au sein de l'UE

3. **Appliquer une discipline symétrique aux économies excédentaires et aux économies déficitaires**
(NIVEAU UE)
4. **Reporter l'objectif de parvenir à une zone de monnaie unique pour l'ensemble**

SOMMAIRE

de l'UE et, dans l'intervalle, rétablir un régime de change flexible pour la correction rapide des déséquilibres de la balance des paiements
(NIVEAU UE)

5. Réduire l'impact de l'endettement international en convertissant la dette conventionnelle en titres liés au PIB
(NIVEAU UE)

Croissance sans dette

6. Restaurer la confiance entre les gouvernements et les électeurs en exigeant une transparence fiscale intergénérationnelle
(NIVEAU DES ETATS MEMBRES)
7. S'attaquer d'urgence à la dette nationale en réduisant la pression sur les dépenses publiques
(NIVEAU DES ETATS MEMBRES)
8. Supprimer les avantages fiscaux du financement par emprunt dans le secteur des entreprises pour créer des conditions de concurrence égales entre le financement par emprunt et le financement par capitaux propres
(NIVEAU DES ETATS MEMBRES)
9. Taxer les banques de manière adéquate pour l'assurance de liquidité et de solvabilité qu'elles reçoivent du gouvernement et de la BCE
(NIVEAU DES ETATS MEMBRES)
10. Développer de nouvelles institutions financières pour financer l'achat de logements grâce à des accords de participation au capital et supprimer tout allègement fiscal restant pour la dette hypothécaire
(NIVEAU DES ETATS MEMBRES)
11. Inciter les banques, les détaillants et les autres prêteurs à s'occuper des prêteurs en supprimant les déductions fiscales pour défaut de paiement de leurs prêts à la consommation.
(NIVEAU DES ETATS MEMBRES)

Un marché unique à trois libertés

12. Créer un nouveau marché unique de trois libertés pour le commerce - biens, services et capitaux - et laisser les gouvernements nationaux contrôler l'immigration
(NIVEAU UE)

Gouvernance d'entreprise

13. Rendre le "reporting" intégré conforme à la norme européenne pour les entreprises et introduire des indicateurs permettant de mesurer directement la qualité des relations entre les parties prenantes
(NIVEAU UE)
14. Renforcer le contrôle des actionnaires sur la gestion des entreprises en exigeant la transparence de l'actionnariat, en reportant certains aspects de la rémunération des administrateurs et en incitant les investisseurs à s'impliquer sur le long terme.
(NIVEAU UE)
15. Rééquilibrer le risque entre les parties prenantes en exigeant une meilleure représentation des intérêts des parties prenantes dans les conseils d'administration et, dans les procédures de liquidation, en donnant la priorité aux petits créanciers, clients, fournisseurs et employés sur les créanciers garantis.
(NIVEAU UE)
16. Déplacer la charge de la preuve dans le cadre du contrôle des fusions de l'UE pour exiger non seulement une absence claire de résultats négatifs, mais également la démonstration d'avantages sociaux positifs
(NIVEAU UE)

Réalisme quant aux migrations

17. Reconnaître officiellement les limites de la tolérance nationale en maintenant les contrôles de l'immigration au niveau national plutôt qu'au niveau européen
(NIVEAU UE)
18. Créer un système d'immigration de l'UE financé par des coopératives avec des frontières extérieures collectives fortes
(NIVEAU UE)

Investissement et aides sociales

19. Donner aux villes-régions un rôle décisif dans la planification économique des zones, la mobilisation des capitaux d'investissement et la répartition des aides sociales
(NIVEAU DES ETATS MEMBRES)
20. Renforcer la résilience sociale en encourageant la colocation des proches, en rétablissant les compétences dans les familles élargies et en partageant les réseaux, de manière à réduire la demande de budgets d'aides sociales au niveau national
(NIVEAU DES ETATS MEMBRES)

Rejoignez la Plateforme Europe Confédérale / Confederal Europe Platform

- Information dans votre langue
- Événements
- Téléchargements gratuits
- Achetez le livre sur le site internet confederal-europe.eu :
- Broché, ISBN 978-94-92697-00-4
- E-book, ISBN 978-94-92697-06-6



confederal-europe.eu/francais

Des valeurs relationnelles pour l'Europe

- La liberté, l'égalité, la vérité, la justice et la solidarité ne peuvent avoir de sens que dans le contexte des relations - avec les autres et avec Dieu.
- Pour nous tous, les relations sont le socle de l'identité, de l'apprentissage, des opportunités, de la réussite et du bien-être.
- Parce que la qualité de la relation affecte puissamment à la fois les personnes et les institutions, le capital relationnel est une source de valeur primordiale.
- Une bonne société met ses membres en relation de manière à encourager la réciprocité, la transparence, la compréhension, l'équité et la vision commune.
- Toutes les personnes devraient être traitées sans partialité en vertu de la loi et voir respectée leur valeur intrinsèque.
- Dans une société durable, les droits des individus, des communautés, des institutions et des tiers doivent être équilibrés entre les réseaux sociaux qui incluent les générations futures.
- Lorsque les relations se détériorent entre les personnes ou les peuples, la retenue et la médiation doivent être privilégiées plutôt que la séparation ou la violence.

Initiative:



Contact: francais@confederal-europe.eu

© 2017 David John Lee, Paul Mills, Michael Schluter. Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de récupération ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, sans l'autorisation préalable de l'éditeur.

Avertissement

Depuis 2011, les activités de Sallux ont été soutenues financièrement par le Parlement européen. La responsabilité de toute communication ou publication de Sallux, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, incombe à Sallux. Le Parlement européen n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.